

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

UNITE-DIGNITE-TRAVAIL



**MESSAGES DE SON EXCELLENCE
MADAME CATHERINE SAMBA-PANZA,
CHEF D'ETAT DE LA TRANSITION**

Lors de l'entretien avec les groupes de pression américains

Déjeuner du 25 septembre 2014

WASHINGTON, SEPTEMBRE 2014

- Monsieur le Directeur du Conseil d'Administration de Search for Common Ground ;
- Son Eminence, Cardinal Pietro Parolin, Secrétaire d'Etat du Vatican
- Imminentes personnalités,
- Distingués invités
- Mesdames et Messieurs,

Je voudrais tout d'abord vous exprimer ma profonde gratitude au nom du peuple de la République Centrafricaine tout entier, et vous remercier pour les efforts que vous ne cessez de déployer pour me permettre de mobiliser l'attention de l'opinion américaine et internationale sur la situation de mon pays pendant mon séjour dans cette grande nation.

Une fois de plus, l'opportunité m'est offerte de m'entretenir avec les imminentes personnalités ici présentes sur les thématiques ci-après

- a) le contexte actuel de la RCA et les priorités pour le gouvernement et ses partenaires pour une sortie de la crise ;
- b) la vision du Gouvernement de Transition
- c) l'implication des leaders américains dans la contribution en faveur du développement et la transition en RCA ;

1. Le contexte actuel de la RCA :

En parlant de la situation de mon pays, je ne trouve pas de mots assez forts pour exprimer le drame que nous avons connus. Oui, le peuple centrafricain a été touché dans sa dignité humaine et massacré. Oui, plus de 2.000 citoyens innocents, paisibles, hommes, femmes et enfants ont été tués, faisant également de milliers d'orphelins et de veuves. 12 % de la population ont été contraints d'abandonner leurs maisons pour se réfugier dans la brousse, dans les églises et les mosquées et 8 % des centrafricains se sont réfugiés dans les pays voisins. Aujourd'hui, 2,5 millions de personnes, soit 54% de la population totale ayant besoin d'assistance humanitaire. Plus de 30% des infrastructures scolaires et sanitaires ont été détruites. Environ 28.000 enfants sont touchés par la malnutrition aiguë sévère. 7.000 enfants enrôlés dans des groupes armés et plus de 2.000 femmes victimes de viols et violences sexuelles. Les moyens de fonctionnement de l'administration et les capacités de production du secteur privés ont été anéantis.

Un phénomène de rejet communautaire sur la base d'appartenance religieuse favorisé par des acteurs politiques a conduit à des assassinats traduisant aujourd'hui le refus de vivre ensemble.

Des poches d'insécurité persistantes existent encore dans la capitale et dans la plus part des provinces, avec des violences sur les populations.

L'infiltration des terroristes, notamment les djihadistes sur le territoire centrafricain et la poursuite des exactions sur les populations par la LRA sont des réalités qui constituent une menace pour la paix et la sécurité sous-régionale, régionale et internationale.

Le cri de détresse de la population m'a interpellé et j'ai estimé que rien au monde ne peut justifier une telle barbarie envers ce peuple traditionnellement pacifique et accueillant.

Dès mon élection le 20 janvier 2014, mes premières paroles à la Nation centrafricaine meurtrie ont été un appel lancé à mes compatriotes pour enclencher sans tarder une dynamique de paix qui puisse préserver le pays du chaos total.

Ma conviction était qu'il était grand temps de déposer les armes et d'appeler tous les acteurs de la crise actuelle à s'engager dans la voie de résolution pacifique et politique de nos problèmes afin de permettre à notre pays de retrouver la paix et la stabilité.

Mon appel a été entendu. Les jeunes, les femmes, les confessions religieuses, les leaders politiques, les organisations de la société civile se sont mobilisés et ont accepté de préparer ensemble avec moi et de participer au Forum de Brazzaville dont le résultat est la signature de l'accord de cessation des hostilités. A travers cet Accord, les groupes armés, la société civile et les partis politiques se sont engagés à œuvrer ensemble pour un retour à une paix durable. Avant et après Brazzaville, ces différents groupes sociaux n'ont cessé de multiplier des initiatives à la base pour promouvoir la réconciliation et la cohésion au sein des communautés. Des actions de mobilisation sociale pour soutenir les autorités de la transition dans la recherche de la paix sont spontanément organisées et témoignent de la réponse positive de la population à mon appel. Aujourd'hui, la RCA est dotée d'un gouvernement de large ouverture, représentatif de toutes les forces vives de la nation et de toutes les régions.

Aujourd'hui, le peuple centrafricain a pris conscience que sauver la RCA est l'affaire de tous ses citoyens qui doivent, chacun à son niveau apporter sa contribution en jouant le rôle de promoteur de la paix et de la réconciliation nationale. Les leaders des communautés musulmanes, chrétiennes et protestantes œuvrent ensemble pour interpeler la population à la tolérance et à réapprendre à vivre ensemble. Les femmes sont également engagées dans cette dynamique et n'hésitent pas à exprimer le rejet de la violence et des conflits armés en multipliant les actions de sensibilisation. Les jeunes ont pris conscience des méfaits de la violence sur leur avenir. Ils multiplient les actions de sensibilisation et de réconciliation dans les quartiers et les arrondissements. J'ai institué

des concertations régulières avec les représentants des partis politiques, les associations féminines, les organisations de jeunesse, les leaders des confessions religieuses.

Ensemble, nous avançons dans le processus du dialogue national inclusif. Après Brazzaville, tous, nous préparons les consultations populaires au niveau des 16 préfectures du pays qui aboutiront sur le forum national de réconciliation à Bangui. Ces concertations à la base permettront d'identifier les problèmes majeurs qui minent le vivre ensemble intercommunautaire, de susciter une participation populaire à l'œuvre de reconstruction du pays en favorisant une prise de conscience plus accrue à l'égard du rôle des communautés dans le retour de la paix et le développement durable du pays.

Le film que vous venez de visualiser résume bien le contexte actuel de la République Centrafricaine. Il vous a montré les réalités de la situation dramatique et des souffrances endurées par la population centrafricaine et l'espoir qui renait depuis mon élection comme Chef d'Etat de transition.

En effet, huit mois après mon accession à la tête du pays, la sécurité est revenue peu à peu dans la capitale et dans les provinces grâce à l'appui des troupes internationales. A Bangui, par exemple, les bruits des armes se font de plus en plus rares. L'administration publique redevient progressivement opérationnelle. Les élèves et étudiants ont repris le chemin des études, malgré l'état de délabrement des infrastructures pillées. Les hôpitaux fonctionnent et offrent gratuitement les soins aux couches les plus vulnérables. Les commerçants ont repris leurs activités. Le nombre des sites des personnes déplacées est passé de 69 à 43 et 80 % des personnes y vivant veulent retourner chez elles à condition de réhabiliter leurs maisons détruites lors des conflits armés.

2. La vision de la haute Autorité de la Transition

Lorsque la crise a atteint son point culminant au mois de décembre de l'année dernière, j'ai compris que le pays a aussi besoin **d'un leader qui soit en mesure de rassembler et réconcilier les centrafricains, de redonner espoir aux uns et aux autres**. Je considérais que l'heure était grave et qu'aucun centrafricain consciencieux et responsable ne pouvait rester sans réagir. C'est pourquoi, j'ai pris la décision de solliciter le suffrage du parlement de la Transition pour le poste de Chef de l'Etat de la Transition en janvier 2014.

Je mesurais à sa juste valeur la lourde responsabilité qui devait m'incomber pour parachever la transition.

Comme j'ai déjà eu à le dire à plusieurs reprises, je me suis engagée à être à la tête de la transition pour **impulser une dynamique vigoureuse de réconciliation** entre tous les centrafricains et pour créer les conditions nécessaires au retour de mes compatriotes déplacés et réfugiés ainsi que de nos frères et sœurs africains obligés de repartir chez eux.

J'ai pris l'engagement de **veiller au respect de l'ordre public** et au **rétablissement de l'autorité de l'état** sur toute l'étendue du territoire.

J'ai aussi pris l'engagement de **respecter les règles du jeu de la transition** : celles de **ne pas me présenter aux élections** aux termes de la transition. Et je respecterai cet engagement, quoiqu'il m'en coûte.

Sans complexe et sans démagogie, j'ai affirmé avoir les atouts pour réussir cette noble et exaltante mission.

Mon élection a suscité beaucoup d'espoir au sein de la communauté internationale mais surtout des populations meurtries qui n'aspirent plus qu'à vivre en paix, dans la dignité et dans **une nouvelle République Centrafricaine refondée sur de nouvelles bases**, en vue de sa renaissance et son épanouissement.

Cet espoir reposait en grande partie sur ma **capacité à rassembler la population** ainsi qu'à donner un nouvel impact au pays, en tant que femme et mère désireuse de voir ses enfants vivre en paix. Des femmes en Afrique et ailleurs, dans des situations de transition politique, ont fait leur preuve. Pourquoi pas en Centrafrique.

Et j'ai fait du rassemblement et de la réconciliation des centrafricains la priorité absolue de mon action depuis mon accession aux commandes de l'Etat car j'ai tout de suite perçu que la haine, les rancœurs et la peur de l'autre sont profondément ancrés en chaque centrafricain.

Déjà, dans ma profession de foi et ensuite à travers les actes que j'ai posés jusque là, j'ai affirmé mon ferme engagement en faveur du **dialogue permanent, de la paix et de la gestion inclusive de la transition**.

J'ai également considéré que les questions sécuritaires doivent nécessairement être abordées dans un cadre de **dialogue avec les pays voisins** et je ne cesse de ménager des efforts dans ce sens, soutenue dans cette démarche par la Communauté Economiques des Etats de l'Afrique Centrale.

Mon engagement pour **organiser les élections libres, démocratiques et transparentes** reste totale. Toutefois, cette ferme volonté bute sur certaines contraintes dont la subsistance de poches d'insécurité dans certaines régions du pays, l'absence du fichier électoral et de l'état civil mais surtout l'insuffisance des moyens financiers conséquents.

Mon ambition est de **favoriser l'accès aux services sociaux de base** à l'ensemble des centrafricains. Les actions et mesures menées dans ce domaine ont visé à favoriser le

relèvement communautaire immédiat et le renforcement des capacités de résilience des communautés de base.

Selon ma vision, il est particulièrement urgent, à court terme, de **créer des richesses et des emplois** afin non seulement de **prendre en charge des dépenses régaliennes de l'Etat** mais **d'offrir des opportunités de formation et d'emplois aux jeunes désœuvrés** qui forment les bataillons des rebellions armées. Il en est de même pour **les femmes** qui constituent plus de 61 % de la population et qui sont devenues, par la force des choses, des chefs de famille ayant la charge de leurs progénitures. Il est important et urgent de leur **offrir des opportunités pour consolider de manière durable leurs moyens d'existence** et pour leur autonomisation.

3. Les priorités pour le gouvernement et ses partenaires pour une sortie de la crise

Malgré son immense potentiel naturel, mon pays enregistre des niveaux d'indicateurs socioéconomiques très critiques. En effet, plus de 80 % de la population vit aujourd'hui avec moins de deux dollars par jour et l'Indice de Développement Humain (IDH) s'est considérablement détérioré, plaçant la RCA parmi les cinq derniers pays à l'échelle mondiale, soit au 172^{ème} rang sur 177 pays.

Aujourd'hui, la République Centrafricaine fait face à de grands défis en matière de sécurité, de bonne gouvernance, de cohésion sociale et concorde nationale, de restauration de l'autorité de l'Etat et de relance de l'économie et du processus de développement.

Ces défis nécessitent une réponse stratégique sur la base de priorités clairement définies. J'ai alors instruit le Gouvernement à mettre en place un Programme de sortie de crise. Ainsi, la Transition dispose d'un Programme d'Urgence et de Relèvement Durable qui est désormais le cadre d'intervention des partenaires au développement et de mobilisation des ressources.

Ma vision, à travers ce Programme, est de « bâtir d'ici 2015, une société prospère et unie, vivant dans la sécurité, la paix et attachée aux valeurs démocratiques ». Elle se fonde sur ma détermination à créer les conditions d'un retour à la paix, à la sécurité, à l'ordre constitutionnel et à la bonne gouvernance.

Ce Programme met en œuvre une stratégie qui associe les actions d'assistance humanitaire et de relèvement précoce pour renforcer l'objectif général de lutte contre la pauvreté en restaurant la capacité des institutions nationales et des communautés à se remettre de la crise et éviter une rechute.

Cette stratégie s'articule autour de quatre piliers :

■ **La sécurité** d'abord. Je veux, pendant la période de la Transition, fournir aux centrafricains les premiers bénéfices d'une sécurité globale et rendre aux acteurs du secteur de la sécurité de la République Centrafricaine leur confiance dans un avenir professionnel utile au pays et conforme aux standards internationaux.

Ce premier Pilier va nous permettre de :

- désarmer, démobiliser, réinsérer et réintégrer les ex-combattants et a reformer les services de sécurité.
- rétablir la fonction judiciaire pour mieux **lutter contre l'impunité et la corruption**.
- restaurer l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire national, condition préalable de la pleine reprise de l'économie et de la réussite du processus électoral. L'objectif est de créer les conditions pour **accélérer le retour rapide des personnes déplacées internes et réfugiées**, renforcer la **protection des civils**, des **Droits de l'Homme** et du **personnel humanitaire** par des actions fortes visant à rapprocher l'administration des administrés. Dans ce cadre, j'ai accepté de céder une partie de l'autorité nationale en matière de **justice transitionnelle** à la Mission onusienne de stabilisation de la Centrafrique (MINUSCA) afin de renforcer les capacités des juges.

■ **L'accès des populations aux services sociaux de base** : Il s'agit de la santé, de l'eau potable, de l'assainissement, de l'hygiène, de l'éducation et du réseau national de communication. La RCA connaît une forte mobilisation de l'assistance humanitaire à travers les interventions de plus de 90 ONGs internationales. Malgré tout, on peut noter une faiblesse de l'accès aux services sociaux. Mon appel à ces courageux partenaires est de **revoir le contenu de l'aide humanitaire** afin que celle-ci permettent le **relèvement des communautés**. En effet, les dizaines de milliers de centrafricains déplacés et réfugiés veulent rentrer chez eux si des moyens leur sont fournis pour **reconstruire leurs habitations brûlées ou détruites** et pour **reprendre leurs activités habituelles de subsistance**.

■ **La poursuite des réformes économiques et la promotion de la croissance soutenue** :

Selon cette vision, les réformes économiques vont permettre de :

(i) mettre en œuvre une assistance économique et budgétaire rapide pour permettre de renforcer les capacités des principaux acteurs de l'économie et relancer les secteurs productifs et créateurs d'emplois. A moyen terme et long terme, elles pourront améliorer l'environnement des affaires en dynamisant le Partenariat Public/privé, relancer les grappes de croissance dans les secteurs de l'agriculture, des mines et des forêts par la mise en œuvre de l'agroforesterie,

- (ii) permettre de construire, réhabiliter et viabiliser les équipements et infrastructures économique et,
- (iii) renforcer la gouvernance financière avec la poursuite des réformes globales des finances publiques.

■ Pour ce qui concerne la **gouvernance financière** singulièrement, il est essentiellement question de **réduire les risques fiduciaires**. A ces initiatives s'ajoute le processus en cours de **renforcement des capacités de l'organe d'exécution des dépenses publiques** par l'assistance technique. Pour redonner à l'Etat Centrafricain des capacités financières propres, la **sécurisation des zones minières** est une action prioritaire devant conduire à terme au rétablissement de la RCA dans le processus de Kimberley. Les forces de l'ONU désormais déployées dans le pays devraient apporter tout leur appui à cette action prioritaire.

4. L'implication des leaders américains dans la contribution en faveur du développement et la transition en RCA

Aux analystes et intellectuels américains

Sous mon leadership, le peuple centrafricain a affronté avec courage la crise.

En effet, après huit mois d'exercice du pouvoir de l'Etat, des avancées notables peuvent être enregistrées dans la gouvernance du pays avec des effets significatifs sur l'amélioration des conditions de vie des populations.

Il en est ainsi de la sécurité qui revient progressivement grâce à l'appui des forces internationales. Grâce au retour graduel de la sécurité à Bangui et dans l'arrière pays, la République Centrafricaine est aujourd'hui un pays fréquentable. Pour preuve : le retour de l'Ambassade des Etats Unis à Bangui que nous avons perçu comme un signal fort en direction des pays qui doutent encore du retour de la sécurité dans le pays.

A la faveur du retour progressif de la paix et de la sécurité, les enfants ont repris peu à peu le chemin de l'école, les hôpitaux et centres de santé ont recommencé à nouveau de fonctionner, les agents de l'Etat et les employés du secteur privé sont de retour à leur lieu de travail, notamment à Bangui, le trafic sur l'axe Bangui- Douala et l'approvisionnement du pays en produits de première nécessité se normalisent, avec un impact positif sur les recettes de l'Etat qui sont cependant loin d'atteindre un niveau satisfaisant vu le contrôle d'une partie du pays par les groupes armés non conventionnels.

Nous avons besoin du soutien de vous, analystes et intellectuels américains, pour promouvoir ce message d'espoir au sein de la communauté internationale par un

plaidoyer sur la nécessité de faire de la République Centrafricaine un exemple concret de capacités de résilience pour sortir de la vulnérabilité qui doit être soutenu et accompagné de manière à rétablir un développement durable.

Aux ONGs américaines

Je me réjouis que mon cri de détresse ait été entendu et que jamais la communauté internationale ne se soit autant fortement mobilisée en faveur de mon pays. C'est ici le lieu de rendre un hommage mérité aux Organisations humanitaires américaines pour leur appui multiforme aux populations centrafricaines. Vous avez soutenu le peuple centrafricain dans les moments où hommes, femmes et enfants sans distinction d'âge, d'appartenance religieuse faisaient face à la mort. En contribuant à sauver des vies, vous avez redonné espoir en Centrafrique. Aujourd'hui, les populations déplacées et réfugiées ne demandent qu'à retourner chez elles et à retrouver leurs activités habituelles. C'est dans ce sens que je vous invite à leur donner la chance de reprendre une vie normale à travers la fourniture d'une assistance qui permet aux communautés de se relever.

J'invite également les ONG américaines actives dans la promotion des droits de l'homme à se rapprocher des autorités et responsables du pays dans la collecte des informations concernant la République Centrafricaine afin d'être édifiées sur les initiatives de sortie de crise et de montrer également à l'opinion internationale combien le peuple centrafricain est résilient face à la crise. Ceci est important car la RCA n'est pas composé seulement de ceux qui violent les droits de l'homme mais également de ceux qui veulent faire de ces droits une réalité. Ils sont nombreux et ont besoin d'être soutenus. Vos messages pourront être une ouverture pour attirer le partenariat envers ce pays en vue de corriger les faiblesses, vu l'état de dénuement des institutions nationales.

Au secteur privé américain

Consciente de la faiblesse de notre économie dont tout le tissu a été détruit, j'ai fait de la reprise de la coopération avec les institutions financières internationales mon objectif principal. Dans ce cadre, les négociations vont bon train avec le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale que j'ai l'opportunité de visiter pendant mon séjour ici. Mais le secteur privé a aussi besoin de se reconstruire suite aux pillages des entreprises. Tout est à reconstruire et c'est le moment d'établir un partenariat fort entre le secteur privé américain et centrafricain. La présence des troupes onusiennes permet d'assurer dorénavant la protection des entreprises. Le Ministère du Commerce et le Ministère de l'Economie ont été instruits pour créer les conditions favorables à l'investissement extérieur dans le pays. Avec la réouverture de l'Ambassade des USA, la porte de la RCA est ouverte aussi aux hommes d'affaires américains que j'encourage à se

rendre dans mon pays pour prospector les opportunités et établir le partenariat avec les hommes d'affaires centrafricains.

Aux leaders d'opinion américains

De tout ce qui précède, il ressort que l'espoir renaît en République Centrafricaine puisque la vie reprend petit à petit.

Il n'en demeure pas moins que beaucoup reste à faire et c'est là où nous avons des attentes à exprimer à l'endroit des Etats Unis. De manière concrète, vos structures peuvent beaucoup faire à travers les plaidoyers, lobbies et réseaux pour soutenir les efforts du peuple Centrafricain et de ses dirigeants visant à recouvrer son unité, sa dignité et surtout l'intégrité de son territoire.

Les besoins sont énormes et les moyens demeurent encore très limités. La mise en œuvre du Plan d'Urgence pour la Relance Durable nécessitera des moyens colossaux et je veux formuler le vœu que la Nation la plus puissante et riche au monde ne restera pas à l'écart des partenaires et moyens qu'il faut mobiliser.

A la communauté religieuse américaine

Le ton religieux a été donné à tort à la crise centrafricaine et une partie de la population a été manipulée dans ce sens par des hommes politiques qui croyaient satisfaire leurs intérêts égoïstes par cette voie. Aujourd'hui, le peuple centrafricain a compris cette manipulation. L'Imam de la mosquée centrale, l'archevêque de Bangui et le président de la communauté protestante continuent de donner le bel exemple de la tolérance et de la cohabitation pacifique des religions dans notre pays. C'est ensemble qu'ils parcourent les provinces, les pays étrangers pour porter ce message.

Dans les moments difficiles de son histoire, les centrafricains ont toujours compte sur la bonté divine et ils sont conscients que la survie de la nation dépend de la grâce suprême de Dieu. Dans tous les quartiers, arrondissements et villes de la République Centrafricaine, les lieux de culte ont servi de refuge aux populations, devenant ainsi le site de regroupement des personnes déplacées. Dépourvues de moyens pour assister ces populations, les églises et les mosquées ont besoin de soutiens extérieurs pour faciliter le retour de ces déplacés en leur offrant de l'aide matérielle en plus du pain spirituel pour apaiser les cœurs. Je sollicite votre solidarité envers vos frères et sœurs de Centrafrique. Je sais que vous le faites déjà et vous en ferez plus.

A toutes les imminentes personnalités et distingués invites ici présents,

Notre rencontre de ce jour doit être une opportunité pour établir des contacts qui nous conduiront vers un partenariat solide pour redonner espoir au peuple centrafricain. Ma délégation et moi-même vous disons : « **we are here to build a new partnership for a best future in Central African Republic** ».

Je vous remercie.